LE CONSERVATISME : UNE VALEUR TRANSCONTINENTALE ?

GÉRARD BOISMENU

G. Boismenu,
« Le conservatisme : une valeur transcontinentale ? »,
dans L. Cardinal et J.-M. Lacroix (dir.),
Le conservatisme. Le Canada et le Québec,
Les Presses de la Sorbonne, Paris, 2009, p. 99-115.

LE CONSERVATISME : UNE VALEUR TRANSCONTINENTALE ?

Cette étude consiste à confronter ou à comparer l'état et la physiologie du conservatisme, comme courant de pensée politique, en Amérique du Nord et en Europe. Quelques précisions s'imposent. Le conservatisme est considéré ici comme un courant de pensée inscrit sur la scène politique et participant aux configurations institutionnelles qui balisent l'action politique. Nous ne sommes pas d'abord sur le terrain de l'histoire de la pensée politique, mais surtout sur celui de l'action politique, comme univers intellectuel tourné vers la pratique. La comparaison de deux continents ne peut se faire qu'à grands traits. Il s'agit de dégager des pistes d'interprétation plutôt que d'apporter des conclusions définitives. Sera retenue prioritairement la situation aux États-Unis et dans les pays d'Europe occidentale au cours des dernières décennies afin de circonscrire davantage le propos, encore que la matière reste vaste.

On peut suggérer une ligne interprétative allant dans le sens suivant : le conservatisme, comme courant de pensée inscrit dans la joute politique partisane, est une vision très actuelle des enjeux politiques, au sens où, loin d'être passéiste, elle s'est engagée dans un renouvellement à la faveur de son arrimage au néolibéralisme. Plus encore, ce mouvement élargit son emprise sur la scène politique, mais de façon assez contrastée, selon que l'on soit aux États-Unis ou en Europe. Investi d'un moralisme religieux fondamentaliste, le conservatisme américain a réussi à s'imposer dans les réseaux et les institutions, qui président à la définition discursive et stratégique de la vision du monde des sommets du milieu des affaires, et, ce faisant, à garder l'initiative

dans la direction politique du pays. La fortune du conservatisme n'est pas la même en Europe, bien que ce courant se démarque comme force principale opposée à la tendance sociale-démocrate. Cela signifie un mouvement favorisant le conservatisme qui joue au détriment de la démocratie chrétienne. Dans tous les cas, la prégnance des valeurs morales ne joue pas le même rôle, que l'on quadrille le spectre allant de la démocratie chrétienne au conservatisme jusqu'à la nouvelle droite radicale.

Somme toute, inscrit dans la configuration institutionnelle, dans la dynamique partisane et dans les stratégies d'exercice du pouvoir, le conservatisme, comme vision du monde, qui s'impose dans les arbitrages politiques des gouvernements, a une portée transatlantique, mais la pondération des influences, le poids des valeurs — en particulier morales et religieuses — et la direction retenue se distinguent assez fortement selon que l'on se situe sur l'une ou l'autre des côtes de l'Atlantique.

LES VARIÉTÉS DE CAPITALISME

Les idées et les courants de pensée peuvent être étudiés en eux-mêmes et pour eux-mêmes, mais la prise en compte de leur pertinence et de leur impact sur la direction politique suivie par les gouvernements nationaux impose qu'on les inscrive dans la configuration des institutions, qui participent à la régulation sociale et économique de ces mêmes sociétés. Les idées ne sont pas au-dessus de la mêlée politique, cela va de soi, et elles ne sont pas imperméables aux contraintes qui structurent les pratiques sociales et politiques. D'ailleurs, l'intérêt que peuvent revêtir les idées politiques est largement tributaire de la capacité à s'inscrire dans le cadre institutionnel, d'une part, et, d'autre part, de la configuration des rapports de force au sein de la société. On peut difficilement passer outre le fait que les sociétés capitalistes, qui ont établi des modes distincts de relations entre les institutions politiques et les acteurs économiques, se sont donné des modèles institutionnels de représentation différenciés et ont développé des cadres organisationnels contrastés pour les acteurs politiques. Pour exprimer cette dissemblance, certains auteurs¹ ont parlé de « variétés de capitalisme ». Si on retient cette proposition, au moins

à titre heuristique, il devient clair que la discussion sur le devenir du conservatisme doit se situer en référence à cette « variété », dans ce qu'elle signifie d'environnement pratique qui conditionne et autorise l'éclosion et l'effervescence des courants de pensée.

Deux régimes de production fondamentaux se distinguent à partir de la façon dont ils résolvent les problèmes de coordination dans cinq sphères socio-économiques². On parle d'abord d'économies de marché libérales pour le régime de production dans lequel « les entreprises coordonnent leurs activités en s'appuyant principalement sur des hiérarchies et sur des dispositifs concurrentiels dans le cadre des marchés ». De façon assez contrastée, dans le régime d'économies de marché coordonnées « les entreprises comptent, dans une large mesure, sur des relations hors marché pour coordonner leurs efforts avec d'autres acteurs, et pour construire leurs compétences principales³ ». Ces deux pôles, définis davantage comme des idéaux-types, permettent de regrouper, d'un côté, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et, de l'autre, l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Norvège, le Japon, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse et la Finlande. D'autres pays sont plutôt considérés comme des cas hybrides et sont regroupés dans une catégorie résiduaire; il s'agit de la France, de l'Italie, de l'Espagne, de la Turquie, du Portugal et de la Grèce⁴.

Tenant cette distinction de régime de production pour acquise, Torben Iversen situe les relations entre la protection sociale et l'économie dans l'interaction entre le revenu, le profil national de formation et la politique démocratique. Deux grands systèmes se sont imposés : l'un, avec une protection sociale généreuse, une formation et une expertise spécialisées, et des avantages compétitifs dans les marchés de produits établis, l'autre, avec une protection sociale faible, une formation générale, et des avantages comparatifs dans les nouveaux marchés de produits. À la source de cette démarcation, il y a une interaction complexe entre les conditions économiques, l'état de l'organisation respective du patronat et des syndicats, les différences établies entre les systèmes de formation, et les différences de structures politiques⁵. On peut même affirmer que les systèmes politiques consensuels, soit avec un scrutin à la proportionnelle et avec des partis politiques pro-

grammatiques, sont toujours dans les économies qui se caractérisent par un fort profil de formation et d'expertise spécifique, alors que les systèmes majoritaires, avec des partis dominants, sont toujours dans des économies avec un profil de formation et d'expertise de type général. En ce sens, il y a complémentarité des sphères de pratiques qui se confortent mutuellement.

Là où sont réunis des capacités institutionnelles élevées, une tradition de métier, un système politique consensuel et un fort potentiel de croissance économique, nous aurions des institutions capitalisant à la fois sur les solutions coopératives de restriction salariale et sur une expansion de l'État social. À l'inverse, là où les capacités institutionnelles sont faibles, une importante protection sociale tendrait à exacerber les problèmes d'action collective et pousserait les gouvernements à déréglementer et à réduire l'État social, tout en encourageant les individus à recourir à l'assurance privée et à acquérir une formation générale. En somme, il y a deux configurations institutionnelles : l'une, caractérisée par le scrutin proportionnel, des partis disciplinés et responsables, un État social généreux et des profils de formation spécifique et, l'autre, par la conjonction d'un système politique majoritaire, des partis dominants, un État social limité et un profil de formation générale.

La démarcation la plus nette se trace entre l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni, d'un côté, et les principaux pays d'Europe continentale, de l'autre. Cette dissemblance est source de développements qui suivent des directions différentes⁶. D'abord, le niveau de risque concernant la perte de protection sociale n'est pas le même. Ensuite, les attitudes culturelles et religieuses ne sont pas les mêmes et mettent en relief l'importance de la résurgence de la morale religieuse sur la scène publique aux États-Unis. Ce contraste ne semble pas éphémère : il serait plutôt en harmonie avec les caractéristiques déjà mentionnées relevant des variétés de capitalisme. Ajoutons que la notion d'économie de marché libérale associée aux États-Unis ne doit pas conduire à banaliser le rôle de l'État eu égard au milieu des affaires. Des secteurs majeurs sont hautement protégés et dépendants de l'État, notamment l'industrie de la défense, l'agroalimentaire, les entreprises pétrolières, l'industrie pharmaceutique, les télécommunications, les institutions financières et l'industrie des produits culturels. Une coordination

institutionnelle joue, de ce fait, un rôle majeur dans la structuration du pouvoir politique et ses relations au milieu des affaires. Cela amène Black à conclure que les considérations sur les variétés de capitalisme ne doivent pas conduire à sous-estimer le rôle du gouvernement américain dans la coordination de l'économie. Cela dit, cet angle d'attaque met en relief les trajectoires politiques différenciées concernant le système de pensée dominant dans la formulation des priorités politiques et des valeurs politiques privilégiées.

UN CHANGEMENT DE CAP : VERS LE CONSERVATISME

Pendant de nombreuses années, le consensus idéologique qui a cimenté l'appui à la politique keynésienne et à la logique du *New Deal* s'est avéré compact. Au début des années 1970, cet accord est ébranlé et cède la place à une politique fondée sur un nouveau conservatisme. Plus qu'à un déplacement dans la sensibilité politique, nous assistons à la constitution d'un bloc hégémonique dont les fondements intellectuels sont revus et corrigés. Theodore Lowi⁷ montre très bien que jusqu'alors, la discussion se situait dans un univers de valeurs de tradition libérale, que ce soit dans sa version ancienne ou dans sa version nouvelle. L'effondrement du consensus libéral, qui rencontrait ses propres limites électorales, intellectuelles et politiques, a permis et favorisé par l'émergence d'un conservatisme à l'échelle nationale.

Le conservatisme n'est pas en soi un nouveau phénomène aux États-Unis, mais il suivait une voie parallèle au courant libéral, dans la mesure où, par le jeu de la répartition du pouvoir au sein du fédéralisme, il se concentrait jusqu'alors dans l'espace local ou régional, doté des compétences permettant d'agir sur des enjeux moraux. Lowi souligne que le conservatisme américain est par nature parochial au sens de localiste, mais aussi au sens d'étroit d'esprit. Dans la foulée de ces années et avec la croisade de Ronald Reagan, la coexistence pacifiée du conservatisme et du libéralisme, par le jeu du découpage des espaces d'opération de prédilection selon les champs de compétence des entités étatiques du régime fédératif, cède la place à une montée en puissance du conservatisme renouvelé et à une prise en charge de la destinée du pouvoir central. Le mouvement passe par la constitution

d'une « majorité morale » qui, à défaut d'être un mouvement unifié à l'échelon national, a une capacité d'attraction sur les mobilisations conservatrices composites et canalise ses aspirations vers un R. Reagan en mesure de jouer le rôle d'un leader national. Investissant le Parti républicain, il réussit à faire du localisme le modèle national de ce parti et à l'engager dans un processus de « moralisation » de l'action publique. Bien que l'État soit considéré comme partie du problème et non de la solution, plutôt que de sombrer dans un anti-étatisme de principe, il opte, en bonne intelligence avec les élites morales, pour en faire l'instrument permettant de façonner les âmes ou de pratiquer une éducation morale.

Dans l'histoire récente des États-Unis, il s'agit d'un tournant. Le conservatisme s'associe au libéralisme et opère une alliance politique, qui se stabilise autour du pouvoir de la présidence, à telle enseigne que le conservatisme, comme cadre de pensée, s'identifie au pouvoir exécutif pour les décennies qui suivent. On peut parler d'un nouveau réaligement institutionnel⁸. Il faut voir qu'au-delà de la diffusion d'un courant de pensée politique et de l'entêtement charismatique d'une personnalité aux allures superficielles, nous assistons à un revirement majeur et durable de l'alliance politique à la tête de l'État central et à un changement paradigmatique qui s'impose comme savoir accumulé dans les infrastructures publiques et privées de production des idées et des perspectives de l'action publique.

UNE NOUVELLE ALLIANCE ET SES CONTRAINTES

Block explique le changement radical d'allégeance idéologique du milieu des affaires en faveur du conservatisme par une accumulation de facteurs mettant en crise le modèle de développement de l'après-guerre. Pensons à l'épuisement du modèle industriel fordiste, à l'enlisement de la guerre du Vietnam et à son lot de conflits intérieurs, ainsi qu'à la mobilisation des laissés-pour-compte du modèle social pratiqué, depuis les Noirs américains jusqu'aux femmes, en passant par les minorités ethniques. Ces phénomènes ne sont pas uniques aux États-Unis, mais leur acuité est durement ressentie surtout que le milieu des affaires est fort critique à l'égard des erreurs politiques des présidents Johnson et Nixon que l'on

associe au *big government*. Parallèlement, on assiste à la résurgence d'une nouvelle droite pour laquelle les vertus du libre marché sont fondatrices de toute réponse aux problèmes d'actualité. Que ce soit pour la question de l'énergie, de l'État social, de Bretton Woods, de l'inflation, ou autre, la régulation par le marché et l'ordre naturel sont les socles pour toute réponse.

Le libéralisme pratiqué connaît une chute d'intérêt, et la communauté d'affaires s'engage dans une alliance avec la droite républicaine qui promet des réductions d'impôts, la déréglementation et la réduction de l'État. Le refus de se reconnaître une responsabilité dans les problèmes sociaux majeurs est, pour la communauté d'affaires, à la mesure de la légèreté avec laquelle elle se livre aux réductions d'effectifs majeures décidées dans les entreprises à la faveur des plans de restructuration.

L'alliance politique qui se scelle, sur fond d'irresponsabilité sociale et politique, impose sa propre dynamique, faisant en sorte que, de composante dominante, le milieu des affaires perd son ascendant au profit des forces du conservatisme social et religieux. Depuis les années 1980 et 1990, la droite religieuse a réussi à s'imposer comme un puissant mouvement social et politique, en canalisant des populations fragilisées par l'incertitude économique et l'insécurité provoquée par la modernisation libérale. Les accents religieux du conservatisme se sont faits plus insistants, laissant libre cours à un certain messianisme fondateur du devenir américain. L'ampleur de la mobilisation politique et l'élargissement de son assise donnent aux mouvements chrétiens ultraconservateurs une place centrale dans la coalition électorale républicaine, mais aussi dans la structure de décision de l'organisation partisane. D'où il résulte une efficacité redoutable dans la thématization des enjeux politiques, dans les nominations aux instances décisionnelles et dans l'établissement des choix politiques, notamment pour la politique étrangère. Cette efficacité signifie à vrai dire un droit de veto sur les choix fondamentaux du candidat républicain à la présidence.

Lowi souligne que la « révolution reaganienne », promouvant le conservatisme comme pensée nationale soutenue par le gouvernement central, a créé une nouvelle catégorie de conservatisme et a attiré des

intellectuels influents. Il remarque que, peu de temps auparavant, « l'intellectuel conservateur » était encore une contradiction en soi⁹ ». Or, l'alliance du milieu d'affaires avec les conservateurs religieux a hypothéqué la puissance organisationnelle et opérationnelle de ce même milieu sur le terrain politique. Les « intellectuels patronaux » sont désormais moins ancrés dans le milieu des affaires et beaucoup plus redevables à la coalition républicaine, si bien que les dirigeants des associations patronales et des firmes de lobby sont tributaires d'abord de la mouvance idéologique républicaine. Block souligne, avec beaucoup de pertinence, que la grande entreprise dépend des intellectuels conservateurs pour l'élaboration de ses orientations stratégiques en matière de politique publique et pour ses activités de représentation et de lobby, ce qui ne peut que l'enfermer dans une alliance avec la droite religieuse, au sein de laquelle elle est en perte d'initiative, y compris sur des enjeux aussi stratégiques que la politique étrangère.

LA CONCILIATION DES CONTRAIRES

Sur le plan des idées, ce nouveau conservatisme procède à une réhabilitation, au moins partielle, du néolibéralisme économique. En termes de principes, cela demande une certaine conciliation des contraires, mais nous savons que le discours politique n'a pas à être satisfaisant dans son systématisme pour être efficace. Cette question est traitée de façon très intéressante dans un texte récent, de Wendy Brown, intitulé « American Nightmare ». Elle cherche à comprendre comment deux rationalités, elles-mêmes composites, en arrivent à converger sur certains points cruciaux. Dit autrement, la question pourrait se résumer de la façon suivante : comment la rationalité néolibérale qui est expressément amoral pour ce qui est des fins et des moyens peut-elle s'articuler avec la rationalité néoconservatrice qui est explicitement morale et réglementaire¹⁰. Il s'agit moins ici de dégager une cohérence ou une logique implacable, que de présenter l'univers discursif qui propose une intelligibilité et une perspective dans le paysage politique actuel.

Pour simplifier, le néolibéralisme ne limite pas sa portée à la seule sphère économique, car il investit tous les champs, mais il pose le libre marché comme rationalité achevée et normative. De ce fait, aussi bien

le champ social que le champ politique sont dominés par les impératifs du libre marché et doivent s'organiser en fonction de la rationalité du marché. Le citoyen prend la figure de l'entrepreneur individuel et du consommateur. Dans la foulée, la gouvernance est jugée en fonction des critères de productivité et de profitabilité, son schéma discursif est celui du marché et ses représentants empruntent souvent le profil de l'homme d'affaires qui supprime les formations plus juridiques et institutionnelles. Des valeurs et des principes, qui ont été portés dans les pays des deux rives de l'Atlantique, perdent leur lustre et sont instrumentalisés par la rationalité néolibérale. Des valeurs telles que l'égalité, l'universalité, la liberté politique, la citoyenneté, la légalité et la liberté de l'information sont dans la ligne de mire.

De son côté, le néoconservatisme fait converger un ensemble hétéroclite d'adeptes, qui ne sont pas d'abord motivés par la nostalgie de principes révolus comme l'isolationnisme, la rigueur fiscale, la modération et la discipline. Plutôt, ils sont inspirés par une volonté d'investir le pouvoir, par une angoisse du déclin de la moralité en Occident, qui trouve sa réponse dans la moralisation d'un imaginaire et des valeurs de l'« occidentalité ». L'État a, de ce fait, le devoir de définir l'univers moral et religieux pour la société et même pour le monde. Cette adhésion au pouvoir de l'État et l'attribution d'une autorité morale à ce dernier s'harmonisent tout de même assez difficilement avec le libéralisme.

Les liens entre ces deux logiques sont nombreux dans la vie pratique. Pensons aux dépenses militaires comme source du déficit public, aux laissés-pour-compte du développement néolibéral qui sont la clientèle du néoconservatisme, aux conceptions opposées des frontières sociales, étatiques ou culturelles dans un espace économique différemment défini. Mais il reste que, quels que soient les motifs, l'État joue un rôle dans l'une et l'autre logique, tantôt pour soutenir le marché, coordonner le développement des grandes entreprises, définir les objectifs sociaux, ou assurer la domination d'un ordre moral.

La légitimation de l'activisme de l'État s'appuie sur un ensemble discursif dans lequel, ouvertement, il peut être partial et magouilleur, dédié à la logique du marché, engagé dans la promotion d'une religion

civique dans laquelle la famille, les pratiques de consommation, la passivité politique, le patriotisme, et l'attitude impériale font bon ménage. Cela permet de penser que le moralisme, l'étatisme et l'autoritarisme néoconservateurs peuvent se caler dans la rationalité néolibérale, tout en cherchant à contrer certains des effets sociaux préjudiciables du néolibéralisme. La conjonction de ces deux rationalités ne coule pas de source, mais il reste que le néolibéralisme prépare le terrain pour laisser s'exprimer l'autoritarisme néoconservateur et que, par ailleurs, la mobilisation politique inspirée par le discours religieux est un facteur de cohésion de première importance.

Ce qui est remarquable, c'est qu'aux États-Unis, cette rencontre des deux rationalités, matinée d'un moralisme religieux, a pris corps sur le plan du discours tout autant que dans la reconfiguration des forces politiques et de leur mode organisationnel. C'est en ce sens que l'on parle d'un réalignement qui touche les institutions, la culture politique et les alliances stratégiques, un réalignement qui a survécu à la présidence de Clinton, par exemple.

L'EXCEPTIONNALISME OU LE MODÈLE AMÉRICAIN ?

Au cours des trois dernières décennies aux États-Unis, ce qui se met en place serait l'expression d'un exceptionnalisme américain plutôt qu'un modèle repris en Europe. Cet exceptionnalisme américain se caractérise en effet par le rapprochement, d'une part, de l'ascendant du nouveau conservatisme, qui opère une jonction avec le néolibéralisme et se cale dans un moralisme religieux et, d'autre part, de l'association étroite de cette idéologie à l'exécutif et aux institutions clés dans la définition des orientations majeures, aussi bien au plan économique que politique et culturel. Block démontre que le développement différencié, en Europe et aux États-Unis, a pris une autre tournure depuis 1970 en raison du fait que la communauté d'affaires aux États-Unis a scellé une alliance avec la droite religieuse et, ce faisant, en est venue à céder le pas et à s'incliner devant la prise de contrôle par cette droite de l'appareil partisan républicain et des grandes institutions qui participent à l'orientation politique stratégique de la classe dirigeante. Lors de la victoire de George W. Bush en 2000, la communauté des affaires a déjà beaucoup moins

d'influence qu'auparavant sur la politique étrangère et sur la politique interne. Les entreprises bénéficient de réductions du fardeau fiscal, de dépenses fédérales de soutien à leur développement, et d'un environnement réglementaire favorable, mais elles acceptent les priorités de la droite religieuse en matière de politique étrangère et intérieure.

Dans les pays européens, le cours des choses est tout autre en raison des institutions de l'État social, qui reste un rempart pour amortir les risques sociaux qui touchent les citoyens, ce qui génère un solide appui électoral à ces institutions publiques. L'Europe est restée à l'abri de la résurgence de la mouvance religieuse, si bien que, même si la droite reprend du poil de la bête, elle est loin d'avoir un poids comparable sur les orientations politiques, comparativement à la droite religieuse américaine. Par ailleurs, la « contamination » religieuse de cette droite, et même de l'extrême droite, est loin d'être assurée. Ajoutons qu'en raison des configurations de rapports de force, des coalitions gouvernementales souvent nécessaires et de la conformation de l'ensemble institutionnel de régulation, le « fondamentalisme du libre marché » a beaucoup moins d'emprise dans la communauté d'affaires. En somme, et c'est l'idée que nous allons continuer à explorer, les trajectoires s'écartent de façon assez nette, si bien que les États-Unis ne seraient un modèle qu'au prix d'une bifurcation abrupte et, sans doute assez improbable, de la façon dont se vivent les oppositions entre forces politiques et la culture politique qui y est associée.

L'EUROPE : DES PARTIS CONFESSIONNELS, MAIS SÉCULARISÉS

Si on retient les valeurs religieuses, la situation européenne présente un intérêt de premier ordre dans la mesure où les pays occidentaux sont largement marqués par la présence de partis politiques à caractère apparemment confessionnel : les partis démocrates chrétiens. Ces partis ont connu une influence remarquable dans l'après-Deuxième Guerre, alors que maintenant ils connaissent un net mouvement de repli.

Née dans l'orbite des partis conservateurs, la démocratie chrétienne veut, au départ, exprimer des valeurs chrétiennes dans le champ politique et prend le contre-pied de celles qui ont inspiré la Révolution

française. Elle est attentive aux domaines de l'enseignement, de la charité, de la liberté de culte. Devenue, avec le temps, parti de gouvernement, elle embrasse l'ensemble des questions en se dotant d'une idéologie propre. La démocratie chrétienne ne se définit plus comme un parti religieux et cherche sa voie dans le refus de la bipolarisation, donc dans son opposition au socialisme et au libéralisme¹¹. Ce faisant, elle s'émancipe du giron religieux et procède à une sécularisation idéologique et organisationnelle.

Cette volonté de temporisation des extrêmes et la position occupée sur l'échiquier politique, où elle n'est pas ancrée à droite tout en étant un rempart contre le communisme, permettent à la démocratie chrétienne d'être souvent un pivot dans la constitution de gouvernements de coalition¹².

On pense aux pays du Benelux, à l'Italie et à l'Allemagne, par exemple. Cette observation, il faut l'inscrire dans son environnement institutionnel et plus généralement en référence au modèle de développement du capitalisme pratiqué. On revient à la question des variétés de capitalisme, pour souligner que les pays où la démocratie chrétienne s'impose partagent généralement une dynamique institutionnelle et politique particulière. Caractérisés par le régime d'économies de marché coordonnées, ces pays pratiquent une démocratie à dominante consensuelle, avec des gouvernements de coalition — souvent à l'initiative de la démocratie chrétienne tout en laissant une place à la social-démocratie — et des modalités formalisées de concertation entre les grands acteurs collectifs, d'où un corporatisme assez développé¹³.

Les complémentarités institutionnelles ne sont pas parfaites, mais les « systèmes institutionnels » ont tendance à s'entretenir mutuellement, à renforcer ce qui contribue à leur reproduction et, au contraire, à miner les facteurs antinomiques¹⁴. Cela dit, le processus de constitution de ces complémentarités relève de la dynamique politique (et non d'un principe fonctionnel), en particulier des configurations politiques, dans lesquelles in fine la direction partisane du gouvernement, pendant une période prolongée, joue un rôle de premier plan¹⁵. Ce faisant, les partis démocrates chrétiens ont été des acteurs de première importance pour le développement de l'État

social en Europe. Répondant à une logique différente d'intervention publique, la démocratie chrétienne a présidé au développement d'un État social ambitieux et souvent plus coûteux que celui mis en place par les gouvernements sociaux-démocrates d'Europe du Nord. Ce rôle reflète sans doute les forces qui soutiennent ces gouvernements, en accord avec une ligne de pensée, qui plaide pour le maintien des « fonctions historiques des mutualités, des syndicats » et donc pour la valorisation de « ces organes intermédiaires » dans « la construction de l'État social »¹⁶.

Avec la crise du régime de croissance et la mise sous tension de l'État social, les gouvernements chrétiens démocrates reviennent sur les droits de citoyenneté sociale, davantage que les gouvernements de gauche, mais moins que les gouvernements de centre-droit (ou conservateurs-centristes). C'est dire que les chrétiens-démocrates se situent dans une position intermédiaire¹⁷ et n'ont pas basculé du côté de la droite néolibérale, fidèles en cela à cette façon de se placer entre le marché et l'économie publique. Cela dit, leur position politique et électorale s'effrite et l'ascendant conservateur se confirme. La coopération entre ces deux familles politiques, qui participent à une même mouvance, progressera, au début des années 1990, au point de s'associer, au sein du Parlement européen, au Parti populaire européen. Cette opération n'est pas banale, car même si le rapprochement n'est pas contre nature, il serait erroné de prétendre que la démocratie chrétienne et le conservatisme sont synonymes.

Il ressort assez nettement que la famille politique démocrate-chrétienne a procédé, en dépit de son label religieux, à une sécularisation de son organisation et de son idéologie, et s'est distancée de la droite sur l'échiquier politique, tout en se proposant comme une alternative au néolibéralisme. Nous sommes donc très loin de la posture politique et de l'évolution qu'a connues le nouveau conservatisme étatsunien : un fondamentalisme religieux exacerbé lié à un néolibéralisme doctrinaire.

UNE MORALE SOCIALE, MAIS PAS DE FONDAMENTALISME RELIGIEUX

La pensée conservatrice qui fait partie du paysage politique britannique a connu son heure de gloire avec le « règne » de Margaret Thatcher. Au-delà de cet épisode, nous assistons à l'ascension des partis conservateurs en Europe de l'Ouest. Cette droite classique s'inscrit avec aisance dans le dualisme droite/gauche et le terme conservateur révèle inadéquatement son projet politique visant à transformer parfois radicalement l'orientation des politiques publiques en s'inspirant de la rhétorique néolibérale qui met l'accent sur les transformations socio-économiques en association avec les intérêts de possédants dans la société. Seiler¹⁸ souligne que les partis conservateurs « ont sacrifié l'ordre et la tradition sur l'autel du libéralisme économique mais n'hésitent pas à privilégier le capital et ses monopoles contre le libéralisme concurrentiel ». Quand on les pousse davantage, on les voit du côté du monétarisme et enclins aux arbitrages entre les secteurs les plus performants de l'économie capitaliste. Ce n'est pas abusif de les associer aux classes possédantes car « leur stratégie consiste à accompagner, suivre ou, là où les traditions culturelles résistent, à atténuer légèrement l'offensive patronale, voire à la précéder comme dans l'Angleterre thatchérienne¹⁹ ».

C'est en ce sens que l'on a pu parler du conservatisme libéral. Le néolibéralisme a fourni les munitions alimentant la critique contre l'État social et le cadre au sein duquel se font les choix stratégiques. L'individualisme est une valeur prioritaire qui va de pair avec l'accent mis sur l'abolition des contraintes qui nuisent aux forces du marché. Cet individualisme s'inscrit dans un univers de référence où l'on retrouve l'ordre social, la hiérarchie et la soumission à l'autorité²⁰. Quelle est la part d'une conception morale de l'État dans cette construction ? Si l'autoritarisme moral est partie prenante de la vision thatchérienne du conservatisme, il fera l'objet de tiraillements pour ses successeurs. La volonté actuelle de David Cameron, chef du Parti conservateur britannique, de situer son parti au centre de l'échiquier milite contre un excès de rigidité en ce domaine. D'ailleurs, au-delà d'un conservatisme social inspiré d'abord de la tradition, ce parti a peu exploité les préceptes religieux comme guide des politiques publiques.

Ainsi, le conservatisme européen (Europe de l'Ouest) se démarque nettement de l'évolution retracée aux États-Unis, ce qui fait dire à Magnette que, « dans l'ensemble les conservateurs se sont convertis aux idées modernes en matière de laïcité, d'avortement, de peine de mort, [...] thèmes qui ont pratiquement disparu de l'agenda politique européen²¹ ». En somme, le conservatisme, pratiqué en Europe, fait la jonction des conceptions modernes de la vie sociale et d'une lecture libérale, plus ou moins rigoureuse, axée sur la valorisation du libre marché. En ce sens, ce conservatisme n'est pas en porte-à-faux par rapport à une conception répandue de la construction de l'espace (économique) européen.

On pourrait être tenté de croire que le conservatisme, dans sa version radicale et religieuse, soit repris par les partis et les forces d'extrême droite en Europe (ce que l'on appelle aussi la nouvelle droite). Or, les études montrent assez clairement que l'extrême droite ne se situe pas dans un *continuum* avec les idées du néoconservatisme et, qui plus est, n'adopte pas la rhétorique ni le fonds du lexique religieux. Il ne convient pas de faire la démonstration de la distance entre les deux systèmes de représentation intellectuelle, et nous nous contenterons de constater que le fondamentalisme religieux, qui est laissé en plan par le néoconservatisme, n'est pas récupéré par l'extrême droite.

UNE EUROPE LAÏQUE, UNE AMÉRIQUE RELIGIEUSE

L'intitulé de cette section reprend celui d'un article de l'observateur politique Brian C. Anderson qui retient, parmi les explications possibles des désaccords grandissants entre les États-Unis et l'Europe, la place de la religion comme référence dans l'univers intellectuel et politique. Plus que de la religion, c'est de la religiosité dont il s'agit. À l'opposé des États-Unis, l'Europe de l'Ouest pratiquerait un laïcisme qui explique, par exemple, que la volonté d'introduire une référence à l'héritage chrétien dans le projet de constitution de l'Union européenne ait suscité un tel débat. D'ailleurs, les enquêtes d'opinion illustrent bien la place relativement marginale qu'occupent la pratique religieuse et la référence à des croyances et à des valeurs religieuses dans les divers pays de l'Europe de l'Ouest, comparativement à la réalité étatsunienne, qui au contraire

semble accentuer ces traits (58 % des adultes américains croient que si vous ne croyez pas en Dieu, vous ne pouvez pas être moral²²).

Le phénomène n'est pas nouveau — il peut s'expliquer par une histoire différenciée de la place de la religion dans l'émancipation démocratique des sociétés —, mais les écarts s'accroissent, et il alimente les tensions entre les deux continents. La jonction entre le conservatisme et un certain fondamentalisme religieux s'est opérée, faisant en sorte que le conservatisme chrétien soit devenu une force politique majeure, soutenant le Parti républicain. Ce fondamentalisme religieux est facteur de radicalisation : il donne au Parti républicain un caractère nettement plus conservateur que les partis conservateurs européens. Ce trait de la politique étatsunienne ne semble pas faiblir et rien ne laisse croire à un revirement de situation en Europe.

UN CANADA DE PLUS EN PLUS AMÉRICAIN ?

Un regard sur la situation canadienne permet de croire que la vie politique au Canada ne serait pas immunisée contre les courants religieux de son voisin du Sud. On a pu montrer²³ que, de 1993 à 2000, le facteur pertinent permettant de mieux expliquer le déplacement de l'appui au Parti conservateur vers l'un ou l'autre de ses concurrents sur sa droite (le Parti de la réforme ou l'Alliance canadienne) est le moralisme fondamentaliste (compris comme l'opposition à l'euthanasie, la répression de la pornographie, la conception traditionnelle du mariage et de la famille, la lutte contre l'avortement, le rejet de l'homosexualité). C'est cette ligne de faille qui a départagé l'électorat conservateur, qui ne trouvait plus au sein du Parti conservateur les meilleures garanties en ce domaine. Peu après, les deux partis ont fusionné sous l'égide de l'Alliance, qui a insufflé ses valeurs traditionalistes. Que l'Alliance ait concédé que l'on retienne la vieille désignation « Parti conservateur » pour ce nouveau parti ne change rien à l'équilibre des forces, au sein de ce parti, qui est à son avantage.

À la tête du gouvernement, le « nouveau Parti conservateur » laisse sa marque sur ce terrain et l'actuel Premier ministre est tenté par des invocations religieuses dans ses discours qui étonnent et bousculent les usages. L'avenir dira si cette dimension occupera une place majeure dans le système de représentation et dans la symbolique de la scène

politique canadienne. Parallèlement, des initiatives touchant l'appareil policier, mais surtout judiciaire, témoignent de la mise au pas de ces appareils d'État pour exécuter une mission politique néoconservatrice, à la fois morale, disciplinaire et autoritaire. Le pragmatisme de la politique étrangère canadienne et ses prudences historiques cèdent la place à des certitudes qui plaident tout autant pour un activisme guerrier que pour un attentisme à l'égard de populations en danger. Les camps des bons et des méchants sont prédéfinis en termes de plus en plus moraux, à telle enseigne que cela nuit aux prétentions de jouer un rôle de médiateur international avisé.

Ces signes étayaient l'impression forte que la tendance *red tory*, qui avait dominé les conservateurs lorsqu'ils dirigeaient le gouvernement fédéral (pensons à Joe Clark ou à Brian Mulroney), est marginalisée au profit d'une tendance nettement influencée par le conservatisme fondamentaliste étatsunien. Il reste à voir jusqu'où ce mimétisme peut aller. Ce constat nous ramène à l'idée qui veut que le conservatisme soit sans doute une valeur qui trouve écho des deux côtés de l'Atlantique, mais qu'il faut aller au-delà de ce premier constat général. Car cela nous informe peu sur les conditions d'inscription de cette valeur dans l'univers politique, en termes de vision du monde et d'institutions qui charpentent le champ des pratiques politiques. Les trajectoires sont, sur ce plan, distinctes et nous ne sommes pas ici dans l'univers de la simple nuance.

- 1 Peter A. Hall et David Soskice, *Varieties of Capitalism*, Oxford University Press, 2001.
- 2 Hall et Soskice, *op. cit.*
- 3 Hall et Soskice, *op. cit.*, p. 55.
- 4 Peter Gourevitch et Michael Hawes, « The Politics of Choice Among National Production Systems », in *L'année de la régulation*, vol. 6, 2003, p. 243.
- 5 Torben Iversen, *Capitalism, Democracy, and Welfare*, Cambridge University Press, 2005, p. 67.
- 6 Fred Block, « Understanding the Diverging Trajectories of the United States and Western Europe : A Neo-Polanyian Analysis », in *Politics & Society*, vol. 35, n° 1, 2007, p. 3-33.

- 7 Théodore Lowi, « Avant le conservatisme et au-delà. Les idéologies et la vie politique américaines dans les années 1990 », in *Revue française de science politique*, vol. 40, n° 5, 1990, p. 669-698.
- 8 Théodore Lowi, *op. cit.*, p. 669-698.
- 9 Théodore Lowi, *op. cit.*, p. 690.
- 10 Wendy Brown, « American Nightmare. Neoliberalism, Neoconservatism, and De-Democratization », in *Political Theory*, vol. 34, n° 6, 2006, p. 692.
- 11 Wouter Beke, « L'identité démocrate chrétienne. Étapes dans un processus d'émancipation en relation avec le conservatisme », in Pascal Delwit (éd.), *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence?*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 25-37.
- 12 Daniel-Louis Seiler, « Bilan des partis démocrates chrétiens et conservateurs à l'aube du XXIe siècle », in Pascal Delwit (éd.), *op. cit.*, p. 41 sqq.
- 13 Gérard Boismenu, « Systèmes de représentation des intérêts et configurations politiques », in *Revue canadienne de science politique*, vol. 27, n° 2, 1994, p. 309-343.
- 14 Evelyne Huber and John D. Stephens, *Development and Crisis of the Welfare State*, University of Chicago Press, 2002, p. 197, 315.
- 15 Huber et Stephens, *op. cit.*, p. 194.
- 16 Beke, *op. cit.*, p. 34.
- 17 Walter Korpi et Joakim Palme, « New Politics and Class Politics in the Context of Austerity and Globalization: Welfare State Regress in 18 Countries, 1975-1995 », in *American Political Science Review*, vol. 97, n° 3, 2003a, p. 17 (version numérique non paginée).
- 18 Daniel-Louis Seiler, *op. cit.*, p. 64.
- 19 Daniel-Louis Seiler, *op. cit.*, p. 65.
- 20 Piero Ignazi, *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford University Press, 2003, p. 24.
- 21 Paul Magnette, « Qu'est-ce que le conservatisme politique? », in Pascal Delwit (éd.), *op. cit.*, p. 85.
- 22 Brian C. Anderson, « Secular Europe, Religious America », in *The Public Interest*, Spring 2004, p. 157-8.
- 23 Michael Lusting et J. Matthew Wilson, « A New Right? Moral Issues and Partisan Change in Canada », in *Social Science Quarterly*, vol. 86, n° 1, 2005, p. 109-128.